

10 mai 2013

*Commémoration du 150^{ème} anniversaire du transfert des cendres de Jacques de Liniers,
Juan Gutierrez de la Concha, Santiago Alejo Allende, Victorino Rodríguez, Joaquín Moreno
au Panthéon des marins illustres de San Fernando*

LE CRIME DE CABEZA DE TIGRE

par

Dr Prudencio Bustos Argañarás,

président du Centro de Estudios Genealógicos y Heráldicos de Córdoba



Conférences données dans la salle Galatea de l'Ecole des Sous-officiers de Marine de San Fernando

1810 fut une année particulièrement importante dans l'histoire des peuples de l'Amérique espagnole, mais pour comprendre les phénomènes qui eurent place à ce moment-là, on a besoin de reculer trois ans en arrière et de se reporter en 1807 quand Napoléon Bonaparte demanda à Charles IV l'autorisation de passer à travers le territoire espagnol, afin d'envahir le Portugal. Au lieu de se retirer, les troupes françaises restèrent en Espagne, ce qui suscita la réaction des opposants au roi et à son favori, le premier ministre Manuel Godoy. Le fils du roi, Ferdinand, prince d'Asturies était à la tête des opposants.

Après avoir échoué dans une première tentative, les partisans de Ferdinand provoquèrent l'émeute d'Aranjuez qui obtint le 17 mars 1808 la destitution de Godoy et l'abdication de Charles IV en faveur de son fils Ferdinand.



L'armée française occupa Madrid six jours plus tard et la famille royale fut déplacée à Bayonne où Napoléon força l'abdication de Ferdinand en sa faveur, et la couronne espagnole vint tomber aux mains de son frère, Joseph Bonaparte. La réaction du peuple espagnol ne se fit pas attendre. La résistance à l'envahisseur eut son moment le plus tragique le 2 mai 1808 avec la rébellion du peuple de Madrid et des troupes du parc d'artillerie de Monteleón, brutalement réprimée. La *Proclamation de l'Indépendance* signée par les maires de Móstoles (banlieue sud-ouest de Madrid), fut

pratiquement une déclaration de guerre contre les Français.

A partir de ce moment-là et face à l'absence d'un roi légitime se formèrent des « Juntas » de gouvernement dans les principales villes espagnoles, invoquant la doctrine d'un des plus grands représentants de la scolastique de la Renaissance, le jésuite Francisco Suárez - le *docteur Eximius* -, exposée dans ses œuvres *Tractatus de legibus ac Deo legislatore* (Traité des lois et de Dieu législateur) et *Defensio fidei* (Défense de la Foi), cette dernière écrite pour réfuter les idées absolutistes de Jacques I^{er} d'Angleterre.

Selon cette doctrine la « *potestas* » c'est-à-dire l'autorité reconnaît son origine en Dieu, qui la remet à la communauté politique, le peuple, qui à son tour la dépose dans les mains d'un gouvernant par un acte de délégation de pouvoir appelé « *pactum subjectionis* », au delà duquel il ne peut pas agir. Le peuple non plus ne peut pas enlever au gouvernant le pouvoir transmis sauf pour une juste cause. Dans le cas en question cette cause était l'absence du monarque légitime - la « *vacatio regis* » -, en prison en France, donc le retour de la souveraineté au peuple avait comme but de conserver le royaume et d'exercer le gouvernement jusqu'à sa libération.

Très vite les différentes juntas qui furent constituées se rendirent compte de l'utilité de se regrouper. Le 25 septembre 1808 après la défaite des Français face au général Castaños à Bailén, la « Junte Suprême Gouvernementale de l'Espagne et des Indes » siégea successivement à Séville, dans l'Ile de León près de Cadix (ville appelée aujourd'hui San Fernando) et dans la ville de Cadix elle-même à cause de l'avance ultérieure de l'armée napoléonienne. Les représentants des royaumes espagnols des Indes participaient à cette Junte selon ce qui était stipulé par ordre royal émis à l'alcazar de Séville le 22 janvier 1809, où on affirmait que « *les vastes et précieux domaines que l'Espagne possède aux Indes ne sont pas que des colonies ou des usines, comme celles d'autres nations, mais une part essentielle et intégrante de la monarchie espagnole.* »

La Junte Suprême convoqua les Cortes qui le 31 janvier 1810, après la chute de l'Andalousie, créèrent le Conseil de Régence qui reprit le pouvoir de la Junte en même temps que la Junte Suprême prononçait sa dissolution. Le Conseil comptait quatre sièges dont un devait être occupé par un représentant des Espagnols américains.

La nouvelle de la dissolution de la Junte Suprême que la Vice-royauté du Rio de la Plata avait reconnue et à laquelle elle avait juré obéissance causa une grande inquiétude parmi les habitants. A Buenos Aires, la capitale, se conçut un mouvement enclin à créer une Junte sur le modèle des espagnoles, ce qui finalement se produisit le 21 mai 1810 avec le refus de reconnaître l'autorité du Conseil de Régence et la destitution du vice-roi désigné par lui, Baltasar Hidalgo de Cisneros.

La 'Junta Provisional Gobernativa de las Provincias de la Plata a nombre del Rey Nuestro Señor don Fernando VII' (Junte Provisoire Gouvernementale des Provinces du Rio de la Plata au nom du Roi Notre Seigneur don Fernando VII), tel était son nom, fut désignée, sous une forte pression militaire, par le 'Cabildo porteño' (mairie de Buenos-Aires), une institution de caractère municipal qui ne représentait que cette ville, mais qui prétendit s'ériger en autorité unique de toute la Vice-royauté, exigeant du reste des villes la reconnaissance de leur subordination.

La Vice-royauté comprenait à ce moment-là non seulement l'actuelle République Argentine, mais aussi les Républiques de Bolivie, du Paraguay et de l'Uruguay. Les réactions furent différentes dans chaque région : à la seule exception de Salta, les capitales de gouvernement ne reconnurent pas la Junte de Buenos Aires ou conditionnèrent leur adhésion à la participation de toutes les villes à cette Junte.

La Junte décida l'envoi d'armées d'occupation pour les soumettre déclenchant une cruelle guerre civile qui dura plusieurs années. Son résultat fut finalement la séparation des régions qui étaient dans la périphérie de la vice-royauté et qui finirent par se déclarer indépendantes. Ce fut le cas des trois républiques mentionnées ci-dessus.

Dans l'Argentine actuelle Cordoba fut la principale opposante au nouveau gouvernement. Les raisons pour ne pas le reconnaître n'étaient pas très différentes de celles des régions périphériques, et étaient liées au malaise produit par la prétention de la capitale de la vice-royauté à les dominer en s'érigeant comme la seule dépositaire du retour au peuple de l'autorité du fait de l'absence du roi.

Mais dans le cas de Cordoba il y avait d'autres motifs, en relation avec la vieille rivalité avec Buenos-Aires. La ville méditerranéenne de Cordoba était célèbre par sa culture et pour être le siège de l'université fondée en 1623, seule université de l'actuel territoire argentin. Son aristocratie qui se vantait de descendre des premiers conquérants et pour qui l'existence de la « Maison des Études » (université) donnait un halo de prestige intellectuel, ne cachait pas son mépris pour la classe dirigeante de Buenos Aires formée de parvenus.

La création de la « Vice-royauté du Rio de la Plata » en 1776 et l'élection de Buenos Aires comme capitale mécontenta les habitants de Cordoba qui aspiraient à ce titre. Au recensement de la population de 1778, Cordoba était encore la ville la plus peuplée, mais à partir de ce moment-là, l'énorme croissance de Buenos Aires la rétrograda à la deuxième place. Mais ce qui fit que les habitants de Cordoba éprouvent une grande contrariété fut le traitement que reçurent les troupes envoyées en 1806 quand la capitale fut envahie par les Anglais, ce que je reprendrai plus tard.

Revenant à 1810, l'annonce de l'envoi par la Junte d'une armée de 1150 hommes persuada ceux qui organisaient la résistance de l'impossibilité de lui faire face avec succès. Ils ne comptaient que sur des milices urbaines qui réunissaient par voisinage les citoyens en âge de lutter, ce qui rendait impossible de résister à une troupe beaucoup plus nombreuse et formée par des soldats professionnels.

Face à cette situation, le gouverneur, brigadier de la Marine Royale, Juan Gutierrez de la Concha, le précédent vice-roi Jacques de Liniers y Bremond et d'autres personnages importants de la ville décidèrent de se diriger vers le nord, pour chercher l'appui du vice-roi du Pérou, mais ils furent emprisonnés peu de temps après. Tandis qu'ils étaient conduits à la ville de Cordoba, ils furent injuriés, torturés et volés par un sadique : l'adjudant José María Urien. Un rapport anonyme d'une personne qui était présente raconte qu'il lia les bras de Liniers par l'arrière « avec tant de cruauté (...)

que son sang crevait par les bouts des doigts ». Et il ajoute que « le traitement verbal qu'il lui faisait était de la sorte, le tutoyant, et ne l'appelant que bandit sarrasin » .

L'évêque de Cordoba, Dr. Rodrigo Antonio Orellana, emprisonné aussi, fut soumis à toutes sortes d'insultes et de vexations de la part du sous-lieutenant Manuel Rojas, qui lui vola sa bague et trois onces d'or pendant qu'il l'insultait et, en dépit du fait qu'il était convalescent, l'obligea à monter à cheval et même à galoper. Face à ses prières « *il répondit avec des mots si obscènes que la pudeur ne permet pas de les répéter* » raconte le même rapport.

Dès que la Junte fut informée de leur détention elle ordonna de les envoyer à Buenos Aires, mais d'une façon inattendue, le 28 juillet elle envoya une nouvelle instruction, disposant que les prisonniers fussent « *arquebusés (...) au moment où chacun d'eux ou la totalité seront capturés (...) sans donner lieu à des minutes qui auraient permis des demandes ou des rapports qui puissent compromettre l'exécution de l'ordre* ». Le document ne montre pas les motifs d'une telle décision, et invoque seulement « les droits sacrés du Roi et de la Patrie » en ajoutant sans euphémismes que « cette punition doit être la base de la stabilité du nouveau système ».

Quand Cordoba connut cette ordre, la réaction ne tarda pas à venir. La population d'une façon unanime exprima son désaccord et demanda au comité de la Junte de ne pas l'exécuter. Même le doyen de la Cathédrale, Mr. Gregorio Funes, le seul habitant de Cordoba qui appuyait en ce temps-là la Junte, « *ne put pas écouter sans frémir une résolution aussi cruelle que peu politique, puisque, par son arrêt, elle donnerait à la Révolution un caractère d'atrocité et d'impiété* ».

Ma surprise fut égale à mon affliction – avouera-t-il plus tard dans son 'Ensayo Histórico' (Essai Historique) – quand je m'imaginai d'aussi respectables victimes en train d'expirer. Le crédit d'une cause qui était si juste allait prendre sous ce point de vue un caractère d'atrocité et même de sacrilège.(...)je me suis senti dans l'obligation de faire valoir ces raisons face à don Francisco Antonio Ocampo et don Hipólito Vieytes, chefs de l'expédition, en les suppliant qu'ils arrêtent l'exécution d'une sentence aussi odieuse.

Francisco Ortiz de Ocampo, le chef de l'armée d'occupation, en un geste qui l'ennoblit, refusa de commettre un crime semblable et décida d'emmener les prisonniers à Buenos Aires. Le 10 août il communiqua sa décision à la Junte dans une lettre confidentielle, en l'avertissant qu'en cas d'exécution de l'ordre reçu *la plus grande partie du peuple serait en deuil et de cette façon, la consternation et la terreur prévendrait les villes contre nous, la joie et l'allégresse, qui sont à tous titres la base la plus sûre pour cimenter le nouveau système de gouvernement, n'entreraient pas dans les cœurs de ses habitants.*

Mais le secrétaire de la Junte, Mariano Moreno, un fanatique sanguinaire pour qui n'existait pas la pitié, s'indigna face à la conduite d'Ocampo et envoya un membre de la Junte, Juan José Castelli, intercepter l'armée et exécuter l'ordre. Le 26 août, dès que Castelli rejoignit les troupes dans un lieu appelé *Chañarcillo de los Loros ou Monte de los Papagallos*, près de la poste de 'Cabeza de Tigre', il fit fusiller Gutierrez de la Concha, Liniers, le colonel Santiago de Allende, le trésorier Joaquín Moreno et l'ex-gouverneur, Dr. Victorino Rodriguez, son ancien professeur à l'Université. L'évêque Orellana eut la vie sauve grâce à sa condition ecclésiastique.

Le même rapport anonyme mentionne que le docteur Rodríguez dit les paroles suivantes à celui qui fut son élève à l'Université :

- Docteur Castelli, ceci est-il conforme à la jurisprudence que vous avez étudiée ? Vous voudriez qu'on adoptât un système qui commence de cette façon ? Même s'il n'existait pas le motif de la fidélité à Dieu, au Roi et à la Nation, je mourrai volontiers pour ne pas être témoin des horreurs qu'annoncent ces principes.

Le crime consommé, l'armée continua vers le nord, arriva au Haut-Pérou - l'actuelle République de Bolivie - où Castelli commisit toutes sortes de violations et où il mena un régime de terreur. Il exécuta les instructions particulières que lui envoya Moreno, après la victoire obtenue à Suipacha, et fit fusiller sur la grand-place de Potosí le gouverneur Francisco de Paula Sanz, le président de la Royale Audience Vicente Nieto et le général José de Córdoba.

Même quelques habitants du Haut-Pérou qui avaient adhéré à la Junte, indignés, lui retirèrent leur appui. Francisco del Rivero, natif de Cochabamba au Haut-Pérou, qui lutta sous les ordres de Castelli, changea de camp, horrifié par les abus commis par eux. Dans une lettre datée le 31 juillet 1811 il relatait qu'après la défaite de l'armée de Buenos Aires à Huaqui « *ils ont fait une razzia sans préserver les temples, ils ont violé les vierges qui avaient cherché un refuge sacré (..) dans une maison de recueillement (..) ils mirent le feu aux maisons en chemin et ils assassinèrent les malheureux qui essayaient de défendre leurs droits.* ». Il appelle l'armée « exterminatrice » et affirme qu' « *une voix universelle de tous les peuples qui ont eu le malheur d'être placés sur le chemin de la retraite de cette armée se souvient d'elle avec horreur et exécration, lui donnant le titre d'ennemi indigne de toute société* ».

L'horreur du peuple face aux atrocités commises par « *l'indécence souveraineté des scélérats 'porteños' (habitants de Buenos-Aires)* » - comme les appela l'archidiacre de Charcas, Francisco Antonio de Areta - , réveilla contre eux une exécration féroce, qui amena Juan José Viamonte à affirmer qu' « *il n'y a dans ces peuples aujourd'hui rien de plus doux que le sang du 'porteño'* ». La haine arriva à un point tel que pendant la fuite de Castelli et les siens, quand ils essayèrent de se réfugier dans la ville d'Oruro, le 24 juin 1811, ils furent chassés à coups de pierres par « *la fureur du peuple* », comme Bernardo de Monteagudo, qui faisait partie du groupe le confesse.

Le 9 septembre la Junte publiait dans la Gazette de Buenos Aires un « *manifeste aux peuples de son Gouvernement Supérieur* » dans lequel elle déclarait : « *une éternelle honte couvrira les cendres de Santiago de Liniers et la postérité plus lointaine prononcera des malédictions contre cet homme ingrat* ». Après l'avoir appelé « *perfide* » elle disait aux habitants de Buenos Aires : « *Etonnez-vous en voyant l'aspic que vous avez couvé un jour dans votre sein* ». L'aspic était celui-même qui quatre ans auparavant les avait libérés des Anglais, qu'il ne suffisait pas de le tuer, mais qu'il fallait l'injurier et le diffamer après sa mort, parce qu'il avait été loyal au même roi dont les *droits sacrés* étaient le prétexte pour l'assassiner.

Après avoir affirmé que « *l'impunité de crimes aussi détestables pourrait être un exemple fatal* » le *manifeste* finissait sur un sévère avertissement : « *la terreur se poursuivra sur ceux qui s'obstineront à soutenir de tels plans : criminels épouvantés et toujours conscients de l'horreur de leurs crimes, ils abandonneront le téméraire dessein de leur complot* ».

On ne cesse d'être surpris par le cruel sarcasme qui fait que les auteurs d'un tel crime qualifient les victimes elles-mêmes de criminels. Et quel était leur détestable crime ? On peut se le demander. S'opposer à l'intention dominatrice d'un gouvernement municipal, né d'un coup d'état militaire, qui invoquant les droits du roi ordonnait sa mort, est-ce un crime ? Ces morts injustes d'individus innocents et sans procès, seraient aujourd'hui qualifiées de délits imprescriptibles de crimes contre l'humanité, classés par le Protocole de Rome.

Les cadavres d'aussi illustres victimes reçurent une sépulture à côté de l'église de la ville de Cruz Alta, dans l'actuel département Marcos Juárez de la Province de Córdoba. Aux alentours apparut peu de temps après, gravée dans l'écorce d'un arbre le mot CLAMOR, anagramme formé avec les initiales de leurs noms et de celui de l'évêque. En 1861 le président Santiago Derqui, originaire de Cordoba et arrière-neveu du docteur Rodríguez, nomma une commission qui put localiser le lieu et les restes furent exhumés, mais ce n'était pas possible de les distinguer les uns des autres. L'année suivante, et sur demande de la couronne espagnole, ils furent envoyés à Cadix dans le brigantin *Graviña*, et ensevelis au Panthéon des marins illustres où on leur a rendu hommage.

Les cinq victimes de Cabeza de Tigre étaient des hommes remarquables dans la vie publique de la Vice-royauté, des personnes d'une honnêteté vertueuse, qui avaient exercé d'importantes fonctions, avec l'approbation et les applaudissements de leurs concitoyens. Joaquín Moreno y Zaldarriaga était natif de Séville, où portant le grade de lieutenant, il se distingua par son courage dans la défense du château de Villaguarda, raison pour lequel il fut récompensé par le Roi avec une gratification à vie de deux cents écus par an. Il se rendit à Buenos Aires en 1783 et en 1804 il s'établit à Cordoba pour occuper les postes d'administrateur de la 'Real Renta de Tabacos' et de trésorier de la 'Real Hacienda'.

Juan Antonio Gutiérrez de la Concha y Mazón de Güemes était né à Esles (Cantabrie) en 1760 et avait fait ses études à l'Académie de Gardes-marine de Cadix, obtenant son diplôme de garde-marine en 1775, en même temps que Jacques de Liniers. En plus de ses qualités militaires, il se distingua comme cartographe et astronome. Gutiérrez de la Concha et Liniers se rendirent au Río de la Plata en 1776, avec l'armée du vice-roi Pedro de Ceballos et ils parcoururent les côtes patagoniques avec la célèbre expédition d'Alejandro Malaspina. Affecté à Montevideo, La Concha accompagna Liniers lors de la reprise de Buenos Aires pendant l'invasion anglaise en 1806, et ce fut Liniers lui-même, qui, déjà vice-roi, le nomma gouverneur de Cordoba en 1807, où il mena une activité administrative importante. Le parallélisme des vies des deux personnages est curieux, depuis leur formation militaire jusqu'à leur mort tragique.

Santiago Alejo de Allende y Mendiolaza, né à Cordoba (Argentine) en 1753, fut un militaire aux mérites reconnus ; il intervint en 1780 au Cuzco, pour la répression de la rébellion de Tupac Amaru, commandant un régiment de cavalerie de trois cents hommes qu'il organisa, pourvut d'uniformes et dont il fit l'instruction à ses frais. Sa conduite en plusieurs batailles lui gagna le poste de colonel de cavalerie, donné par le vice-roi Jáuregui et confirmé par 'Real Despacho' (communiqué royal) le 15 octobre 1783. De retour à Cordoba il fut désigné chef des milices urbaines, en qualité de quoi il accompagna le vice-roi Sobre Monte menant les troupes de Cordoba qui partirent libérer Buenos Aires des mains des Anglais en 1806, sujet que je reprendrai tout de suite. Il remplissait ces mêmes fonctions quand ces épisodes prirent place.



Le Dr. Victorino Rodríguez y Ladrón de Guevara naquit aussi à Cordoba en 1756, il obtint son baccalauréat, sa licence et sa maîtrise en Arts à l'université locale et son doctorat en Sciences Politiques à celle de Charcas. Il exerça d'importants postes d'ordre civil et universitaire et fut maire ordinaire, lieutenant conseiller du gouvernement et gouverneur intérimaire de la Province de 1805 à 1807. Jurisconsulte prestigieux, il fut nommé en 1791 « premier professeur d'institut » de l'Université de Córdoba quand on y créa la Faculté de Sciences Politiques (Facultad de Leyes).

J'ai laissé pour la fin Liniers, car peut-être ce fut sa renommée qui motiva la cruelle sentence qui mit fin à la vie de ces cinq victimes, puisque les motifs qui poussèrent la Junte à prendre cette cruelle détermination semblent être en relation avec la popularité dont Liniers jouissait au sein des habitants de Buenos Aires. Juan Manuel Beruti, un des protagonistes de la Révolution de 1810, confirme cette présomption quand il écrit dans ses *Mémoires Curieuses* que la décision fut adoptée « *parce que si on l'avait emmené dans cette capitale tout le peuple et les troupes auraient demandé Liniers, et cela aurait été l'occasion d'un soulèvement général, et pour l'éviter on les exécuta.* » Piètte excuse pour justifier un crime.

Santiago de Liniers y Bremond (Jacques de Liniers), né à Niort, France, en 1753, faisait partie du côté de son père de la maison des comtes de Liniers, et par sa mère de celle des marquis de Brémond d'Ars. Il commença sa carrière militaire en France, mais passa plus tard au service de la couronne espagnole, dont la Marine Royale mit en relief son talent et son courage. Il arriva au Río de la Plata en 1776, avec le premier vice-roi, Pedro de Ceballos, où il remplit d'importantes fonctions.

Son intervention la plus remarquable, qui entoura son nom d'un halo d'héroïsme, eut lieu en 1806, quand les troupes britanniques sous le commandement de William Carr Beresford envahirent la ville de Buenos Aires, et s'en emparèrent après avoir réduit une résistance improvisée. Pendant ce temps, le maréchal de camp Rafael de Sobre Monte, marquis de Sobre Monte qui était le vice-roi du Río de la Plata, pour éviter de tomber dans les mains des envahisseurs et de se voir obligé de jurer fidélité au monarque anglais, s'échappa à Córdoba, où on se souvenait de lui avec une profonde affection, comme l'un de ses plus remarquables gouverneurs.

La conduite du marquis répondait ponctuellement aux instructions données par son prédécesseur Vértiz en 1779, ratifiées par la Junte de Guerre tenue à Monte Castro le 28 juin 1806. Une fois à Córdoba il se mit à préparer une armée, et retourna dix-huit jours après son arrivée pour reconquérir Buenos Aires sous ses ordres, mais lorsqu'il arriva là-bas il trouva que Liniers avait déjà réussi la reconquête avec les troupes qu'il avait recrutées à Montevideo.

Les « porteños » (habitants de Buenos Aires) qui détestaient Sobre Monte, lui enlevèrent son poste par une rébellion populaire, et désignèrent Liniers chef militaire de la place. Les troupes de Cordoba furent insultées et offensées, en dépit de quoi elles restèrent sur place et l'année suivante, lorsqu'il y eut une nouvelle invasion britannique, elles participèrent activement à la défense.



Ce fut une des raisons du malaise des habitants de Cordoba qui accentua leur animosité contre les « porteños ». Et c'est aussi la raison pour laquelle Jacques de Liniers était tellement populaire à Buenos Aires, ce qui, comme je l'ai dit antérieurement fut probablement le motif de sa triste fin. Après les invasions anglaises Liniers fut désigné vice-roi et nommé comte de Buenos Aires. A la fin de son mandat, il résida à Cordoba où il acheta la vieille « estancia jesuítica » (réduction jésuite) d'Alta Gracia, dont la maison est aujourd'hui un musée qui porte son nom.

Nous sommes venus honorer ces hommes et réparer le mal qui leur a été fait. Non pas pour les réhabiliter car ils n'ont rien fait pour salir leur nom ni pour mériter une fin si cruelle. Victimes innocentes d'emportements sanguinaires ils furent fusillés parce qu'ils étaient fidèles à un roi et au nom de ses droits on les assassina. C'est pour cela que je veux finir avec les paroles d'un autre Français, Paul Groussac, pour qui *Liniers et ses compagnons moururent parce qu'ils étaient fidèles à leur nation et à leur roi ; ils tombèrent comme des hommes de bien au pied de leur drapeau et comme ce drapeau était le même que celui que leurs ennemis arboraient, cela nous enseigne que leur condamnation fut inique.* Qu'ils reposent en paix.
